

BRÈVES ÉCONOMIQUES AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL
DE BOGOTÁ

N° 15 – 20 avril 2023

En bref

La production moyenne de pétrole vénézuélien atteint 754 000 bpj en mars 2023, soit 72,5 % (ou 1,9 M bpj) de moins que la production moyenne en avril 2013 (2,7 M bpj), date de la prise de pouvoir par Maduro. La chute passe à 70,2 % si l'on considère les chiffres de sources secondaires recueillies par l'OPEP. De manière générale, l'économie vénézuélienne s'est contractée et les données du FMI montrent une baisse constante du PIB entre 2013 où le PIB atteignait 258,9 Mds USD, et 2020 où le PIB s'élevait à 43,8 Mds USD (-83 % en sept ans). Depuis 2021, la tendance s'est inversée et le PIB est estimé à 96,6 Mds USD en 2023 (-62,6% par rapport à 2013).

LE CHIFFRE À RETENIR

72,5 %

C'est la chute de la production pétrolière vénézuélienne en 10 ans avec Maduro en tant que Président.

BOLIVIE

La Bolivie a quasiment épuisé son allocation de Droits de Tirage Spéciaux auprès du FMI.

Fin mars 2023, la Bolivie ne disposait que de 39,1 M de Droits de Tirage Spéciaux (DTS), selon les données du FMI. Cela équivaut à environ 53 M USD, soit moins de 10% de son allocation. Ces DTS étaient de 399 M fin 2022. La Bolivie est confrontée depuis plusieurs semaines à une situation délicate notamment en termes de niveau de ses Réserves Internationales (RIN) et

de disponibilité en Dollars. La Banque centrale ne publie plus, depuis deux mois, son rapport hebdomadaire sur le montant de ses réserves en devises. Au 8 février, les RIN du pays étaient de 3,5 Mds USD dont 372 M USD de réserves en devises, et 2,6 Mds de réserves en or.

La banque FASSIL annonce suspendre temporairement le fonctionnement des cartes bancaires de ses clients.

Par un communiqué du 17 avril, la banque FASSIL (3^{ème} banque du pays) a indiqué que « du fait de la situation difficile qu'elle traverse en raison de la "déstabilisation" qu'elle subit depuis un mois », elle suspendait temporairement les cartes bancaires (débit, crédit et prépayées) pour l'ensemble de ses clients, tant pour les opérations nationales qu'internationales. Se disant « consciente de la frustration et du mécontentement que cette décision peut provoquer », la banque appelle ses déposants à « continuer à leur faire confiance, car leur épargne et leur fidélité sont essentielles pour que la banque puisse redevenir pleinement opérationnelles ». Le Directeur de l'Autorité de supervision bancaire bolivienne (*Autoridad de Supervisión y Fiscalización del Sistema Financiero - ASFI*), Reynaldo Yujra, confirme dans la presse que la banque Fasil se trouve en « processus de régularisation » suite à un rapport émis par la *Bourse Bolivienne de Valeurs (BBV)* sans toutefois préciser les motifs qui ont conduit à ce processus. Il assure par ailleurs que les dépôts et l'épargne des clients de FASSIL « ne courent pas de risques et sont garantis ».



La Bolivie accueille cette semaine l'équipe d'évaluation du GAFILAT.

La Bolivie fait partie depuis l'an 2000 du GAFILAT, branche régionale du Groupe d'Action Financière (GAFI), organisme intergouvernemental de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Cette visite d'évaluation a pour but de vérifier la conformité réglementaire et l'efficacité du système de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme de la Bolivie qui donnera lieu à un rapport d'évaluation mutuelle qui sera présenté et adopté par le GAFILAT en décembre prochain. L'équipe d'experts du GAFILAT rencontrera plus de 90 entités publiques et privées, dont plusieurs acteurs du secteur bancaire. La visite de la délégation de GAFILAT coïncide avec les protestations de certains secteurs (essentiellement informels), notamment de commerçants et transporteurs, qui se sont mobilisés ces derniers jours contre le projet de loi sur le renforcement de la lutte contre la légitimation des « gains illicites ».

COLOMBIE

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	+0,4 %	-23,9 %	1244,7 pts
Change COP/USD	+2,4 %	+19,9 %	4 526,9
Change COP/EUR	+0,8 %	+22,0 %	4965,3
Prix du baril colombien (USD)	-6,5 %	-25,7 %	77,3

Le commerce avec le Venezuela atteint 70,5 M USD.

Au cours des six premiers mois suivant la réouverture de la frontière colombo-vénézuélienne fin septembre, les échanges bilatéraux totalisent 70,5 M USD. 62,4 M USD – soit 88,5 % de ces échanges et 2 443 opérations de commerce extérieur sur un total de 3 400 – correspondent aux exportations colombiennes vers le Venezuela et 8,1 M USD aux exportations vénézuéliennes. Les principales exportations colombiennes vers son voisin sont les aliments, les intrants agricoles, la quincaillerie et les produits de nettoyage.

La dette externe augmente et atteint 54,2 % du PIB début 2023.

En janvier 2023, la dette externe (i.e. privée et publique) de la Colombie atteignait



187,0 Mds USD (+2,9 Mds USD par rapport à décembre 2022). Elle atteint alors 54,2 % du PIB. La dette externe totale est publique à hauteur de 56,9 % (106,5 Mds USD, +1,9 Md USD g.m.) et privée à hauteur de 43,1 % (80,5 Mds USD, +1,0 Md USD g.m.). Malgré la hausse, l'endettement est toujours jugé comme étant sain.

150 M USD seront investis en 2023 pour la protection de l'Amazonie.

Au cours de l'ouverture de la 22^{ème} session de l'instance sur les questions des communautés indigènes aux Nations Unies, Gustavo Petro a déclaré que la Colombie va investir 150 M USD pour la protection de la forêt amazonienne en 2023. Le Président a évoqué le sommet des pays ayant la souveraineté sur la forêt amazonienne, qui se tiendra en août 2023 au Brésil, et qui réunira 10 pays. Selon lui, il y est espéré la construction d'un programme commun pour la protection de l'Amazonie.

EQUATEUR

Les prévisions de croissance sont revues à la baisse.

La Banque centrale équatorienne a revu à la baisse la prévision de croissance pour 2023, qui s'établit désormais à 2,6 % (vs. 3,1 % initialement). Cette baisse a été expliquée par la baisse des exportations pétrolières (-10 % en 2023). De leur côté, les prévisions de croissance pour 2023 de la *Banque Mondiale* et du *FMI* sont plus optimistes et tablent sur des taux de croissance de 3,0 % et de 2,9 % respectivement (vs. 3,1 % et 3,0 % initialement). Les multilatéraux estiment que l'insuffisance de

l'investissement privé (IDE) explique cette baisse des prévisions de croissance.

La Banque Mondiale approuve un crédit de soutien budgétaire de 200 M USD.

La *Banque Mondiale* a approuvé un crédit de soutien budgétaire de 200 M USD qui permettra de financer des projets de protection sociale, en particulier des actions permettant de réduire le taux de dénutrition infantile, une des priorités affichées par le Gouvernement. En 2023, les besoins de financement seront couverts essentiellement par la dette interne (sécurité sociale), à hauteur de 51 %, et à 41 % par les multilatéraux. Le *FMI* reste le principal créancier de l'Équateur avec des financements qui représentent 8,2 Mds USD.

GUYANA

Mise en place d'une procédure concurrentielle pour la vente de 70 % des crédits carbone.

Après la vente de 30 % des crédits carbone à *Hess Corporation* (une entreprise pétrolière étatsunienne) pour 750 M USD, 70 % sont toujours à vendre. Pour cette vente, le Gouvernement a annoncé mettre en place une procédure concurrentielle pour accroître les recettes provenant de ces transactions. Le Vice-Président et homme fort du Guyana, Bharrat Jagdeo, a annoncé que plus de 400 M USD des revenus générés par la vente de crédits carbone seront injectés dans le développement des communautés indigènes du pays.

PEROU

Le Gouverneur de la Banque centrale espère un recul de l'inflation à 3 % à la fin 2023, ce qui permettrait d'envisager une baisse du taux directeur.

La Banque Centrale péruvienne maintient son taux de référence à 7,75 % pour le 3^{ème} mois consécutif, après un cycle de hausses successives (il était à 2,25 % en 2019, avant COVID). Dans une interview récente à *Bloomberg*, le président de la Banque Centrale Péruvienne (BCRP), Julio Velarde, indique qu'il s'attend à ce que le taux d'inflation au Pérou ralentisse à 3 % d'ici fin 2023, alors qu'il atteignait 8,4 % en mars. Il souligne notamment que cette prudence permettrait d'éviter le pire scénario, du point de vue d'une Banque centrale, qui est « d'abaisser le taux d'intérêt pour le relever à nouveau deux ou trois mois plus tard ». Une stratégie que valide également l'agence de notation *Moody's* et le *FMI* qui considère que la politique monétaire péruvienne doit rester prudente afin de poursuivre son rôle de contrôle de l'inflation et permettre, par la suite, une relance économique plus efficace. Pour leur part, les banques péruviennes prévoient une inflation plus élevée pour la fin 2023 : *BBVA Research* à 3,5 % ; *Scotiabank* à 5 % ; *BCP* à 4,8 %.

Les fortes pluies dans le nord du pays et la menace d'un possible phénomène climatique du Niño font peser un risque sur l'économie péruvienne.

Suite aux fortes pluies qui affectent le Pérou depuis plusieurs semaines, particulièrement la

région nord du pays, le président de la Banque Centrale de Réserve (BCR) estime qu'elles pourraient avoir un impact de 0,25 % sur le PIB de mars 2023. Le secteur agricole est l'un des plus affectés avec des pertes d'environ 90 M USD à ce stade et 11 000 ha de cultures endommagées (*Institut Crecer*). Le Ministre de l'Economie, Alex Contreras, chiffrait récemment les dommages sur les infrastructures à plus de 900 M USD et indiquait que, si le phénomène du Niño se confirmait, le coût pour le pays pourrait atteindre jusqu'à 5 pts de PIB et près de 11 M USD. La Banque centrale a par ailleurs revu sa projection de croissance pour 2023 de 2,9 % (décembre 2022) à 2,6 % du fait des mouvements sociaux et des fortes pluies qui ont affecté le pays.

SURINAME

La croissance économique devrait atteindre 2,3 % en 2023 selon le FMI.

Dans son dernier rapport sur les perspectives de l'économie mondiale, le *FMI* prévoit une croissance à 2,3 % en 2023 et à 3 % en 2024 pour le Suriname. Dans son rapport trimestriel "*Overview of Macroeconomic Developments*", le Bureau de la dette publique, rapporte qu'au cours des trois dernières années, l'inflation s'est située entre 61 % et 52 % et la dette publique en SRD a augmenté de 51 % en 2022. Le Bureau souligne également le manque de confiance de la population dans les politiques économiques. En outre, les revenus du secteur minier et les tirages sur les prêts du gouvernement à l'étranger ont contribué à augmenter les réserves internationales d'environ 202 M USD pour atteindre près d'1,2 Md USD en 2022.



Enfin, en 2022, la production d'or dans les grandes sociétés minières a augmenté de 4,5 % et la production de pétrole a augmenté de 3,2 % pour atteindre 6,2 M de barils.

Possible débouché des négociations avec les créanciers d'Oppenheimer.

Les Ministres des Finances, S. Raghoebarsing, des Affaires Etrangères, A. Ramdin, et le Gouverneur de la Banque centrale du Suriname, M. Roemer et d'autres experts, se sont entretenus avec les créanciers d'Oppenheimer à Washington et une percée dans les négociations semble avoir lieu. Il s'agirait d'une restructuration de la dette de 675 M USD et selon *Bloomberg*, l'accord pourrait se traduire par une perte de 25 % à 30 % pour les créanciers, à compenser par des redevances du secteur pétrolier (accord de discrétion jusqu'à vendredi). Le total des arriérés sur la dette extérieure s'élevait à 385 M USD fin 2022.

Des mesures sont annoncées pour lutter contre la dépréciation.

Le Président du Suriname, Chan Santokhi, a expliqué que diverses mesures sont en cours d'exécution afin de freiner le taux de change et dont les effets seront sûrement perceptibles dans la société (*cf.* brèves de la semaine dernière). En outre, la nouvelle loi bancaire a également été promulguée par le président; elle avait été adoptée en juin 2022 et devrait garantir l'indépendance de la Banque centrale (CBvS), entraînant potentiellement le remplacement de son directeur actuel.

VENEZUELA

La BCV cherche à stabiliser le Bolivar avec une nouvelle intervention sur le marché des changes de 71 M USD.

La Banque Centrale du Venezuela (BCV) a réalisé lundi 17 avril sa seizième intervention de change de l'année pour un montant de 71 M USD. En 2023, le montant total atteint près d'1,3 Md USD (+8 % g.a., 1,2 Md USD vendus à la même période en 2022). La politique de la BCV est toutefois jugée inefficace par Aarón Olmos, économiste et directeur d'*Olmos Group Venezuela* en termes de récupération de la valeur du Bolivar, de lutte contre l'inflation et d'indépendance vis-à-vis des devises étrangères. Ce dernier rappelle que le Bolivar s'est déprécié de 465 % face au Dollar au cours des 12 derniers mois. Selon lui, le ralentissement économique du T4 2022 s'est poursuivi au T1 2023 en parallèle d'une chute de la consommation et de l'appréciation du taux de change.

L'ANSA a enregistré un ralentissement de la consommation vénézuélienne au cours du T1.

Le président de l'Association nationale des supermarchés et des livres-services du Venezuela (ANSA), Ítalo Atencio, a signalé qu'entre décembre 2022 et janvier 2023, la baisse enregistrée de la consommation était de 28 %, tandis qu'entre janvier et février de cette année, la baisse saisonnière était de 2 %. Pour rappel entre 2021 et 2022, il y a eu une augmentation de 7,4 %. Il rappelle que le pays



est toujours confronté aux limitations du pouvoir d'achat des vénézuéliens et aux variables fiscales, comme c'est le cas de l'impôt sur les grandes transactions financières (IGTF).

La production de pétrole a crû de 5,5 % au T1.

Avec une production moyenne de 731 000 bpj au T1, la production pétrolière a crû de près de 5,5 % par rapport au T4 2022, selon l'OPEP. En mars, la production de pétrole brut a atteint 754 000 bpj en moyenne (+7 % g.m.).

Selon le régulateur, les prêts ont augmenté de 142 % en g.a.

Le portefeuille de crédit a clôturé le mois de mars à 879 M USD (+517 M USD g.a., soit +143 % g.a.), au taux de change officiel, selon les données de *Sudeban*. Cependant, des économistes et des hommes d'affaires affirment que le niveau actuel de financement est très faible par rapport aux besoins de l'économie et qu'entre 5 Mds USD et 6 Mds USD seraient nécessaires pour couvrir les attentes des petits et moyens commerçants et entrepreneurs, selon une étude de la *Confédération vénézuélienne des industriels (Conindustria)*.

Les États-Unis prolongent jusqu'en juillet 2023 la licence protégeant Citgo des détenteurs d'obligations.

Le département du Trésor américain a prolongé jusqu'au 20 juillet 2023 la licence qui empêche les détenteurs d'obligations *PDVSA 2020* d'intenter une action contre la filiale étatsunienne de l'entreprise publique vénézuélienne, *Citgo*. L'*Office of Foreign Assets Control (OFAC)* a publié la licence générale

numéro 5K, qui remplace la licence 5J émise en janvier 2023 et qui maintenait la protection de *Citgo* jusqu'au 20 avril. Le Trésor a expliqué que pendant la période où cette licence est en vigueur, « la vente, le transfert, la cession ou la mise en gage par le gouvernement du Venezuela de toute participation au capital de toute entité dans laquelle le gouvernement du Venezuela a une participation de 50 % ou plus » est interdite.

Le Venezuela et la Chine renforcent leur coopération en matière de formation scientifique et technologique.

La Ministre des Sciences et de la Technologie, Gabriela Jiménez, a rencontré des représentants chinois à Caracas afin d'étendre les liens de coopération bilatérale dans le domaine de l'espace, dans le cadre d'un accord signé pour la première fois en janvier 2005. Les deux pays ont convenu de renforcer le programme de formation et d'échanges afin de former les Vénézuéliens aux sciences et aux technologies, en soulignant l'invitation du Venezuela à participer à l'exploration chinoise de la Lune et de l'espace lointain.

La coopération avec la Russie s'affirme.

Le Ministre des Affaires étrangères russe, Sergei Lavrov, s'est rendu à Caracas lors de sa tournée par divers pays d'Amérique latine. Lors de sa rencontre avec son homologue vénézuélien Yvan Gil, une série de « nouveaux accords » ont été conclus dans les domaines de la culture et de l'éducation, y compris l'ouverture, au cours de la prochaine année universitaire, de 200 bourses d'études dans des universités russes pour des citoyens vénézuéliens. Les deux



Ministres ont indiqué avoir passé en revue les 11 accords bilatéraux signés l'année dernière dans les domaines de l'exploration pétrolière, de la médecine, des produits pharmaceutiques, de l'espace, des nouvelles technologies et du militaire ce qui promouvra une augmentation du rythme et le volume de la coopération bilatérale.

La coopération russo-vénézuélienne se fait également au niveau financier puisque les Banques centrales des deux pays travaillent à la création d'un nouveau système financier, alternatif à la société *Swift (Global Interbank Financial Telecommunications Society)*. L'objectif affiché de cette démarche est de se libérer du Dollar considéré comme hégémonique en tant que régulateur des transactions internationales. Pour rappel, *Swift* est le fondement du système financier mondial utilisé par la grande majorité des banques dans le monde et dont sont exclues les banques russes, en raison des sanctions mises en place dans le cadre de la guerre en Ukraine. Le Venezuela a annoncé également progresser sur un mécanisme de paiement permettant aux touristes russes de consommer au Venezuela sans passer par les grandes banques transnationales.

Indicateurs de la semaine

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2023) :

	Population (M)	PIB à prix courants* (Mds USD)	Croissance du PIB		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2023 p	2023 p.	2022	2023 p.	2023 p.	2023 p.	2021	Variation par rapport à 2020	Variation en fin de période, 2023 p.
BOLIVIE	12,13	46,1	3,2	1,8	-2,5	82,3	118	+1	3,6
COLOMBIE	52,16	334,7	7,5	1,0	-5,1	62,0	88	0	8,4
EQUATEUR	18,23	121,3	3,0	2,9	2,0	n.a	95	+4	2,3
GUYANA	0,794	16,3	62,3	37,2	27,9	29,8	108	+1	6,0
PEROU	34,51	268,2	2,7	2,4	-2,1	33,0	84	+1	3,0
SURINAME	0,624	3,5	1,3	2,3	-0,04	112,2	99	-7	28,2
VENEZUELA	26,54	96,6	8,0	5,0	5,0	n.a	120	-2	250,0
ARGENTINE	46,76	641,1	5,2	0,2	1,0	76,3	47	0	88,0
BRESIL	215,2	2 081,2	2,9	0,9	-2,7	88,4	87	-1	5,4
CHILI	20,11	358,6	2,4	-1,0	-4,2	36,6	42	+1	5,0
MEXIQUE	131,2	1 663,2	3,1	1,8	-1,0	55,6	86	+2	5,0

Sources : données FMI (WEO, avril 2023), PNUD.

* Le PIB à prix courants n'est pas corrigé avec l'inflation.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international